

Eldorado Nucléaire Limitée

Il faut en tenir compte lorsque l'on considère la privatisation dans son ensemble et le programme global de privatisation du gouvernement, qui est motivé par des raisons idéologiques. Plutôt que juger chaque cas individuellement, nous devrions admettre que le gouvernement court le risque et accepte volontiers de le faire. Il est disposé à voir des intérêts privés profiter de la privatisation. Il est prêt à considérer la privatisation comme un succès si les actions passent d'un propriétaire à un autre, sans tenir compte d'une hausse importante de la valeur des actions par la suite qui enrichit les investisseurs. Cela cadre bien avec le programme idéologique du gouvernement progressiste conservateur; le gouvernement refuse d'en tenir compte, bien que dans tous les autres cas il vante les mérites de la réduction du déficit. Cependant, quand vient le temps de vendre une société au-dessous du prix du marché, ce n'est plus aussi important.

Revenons à la question de la sécurité. Dans les années 1940, le gouvernement fédéral a reconnu l'importance de l'énergie nucléaire en expropriant Eldorado et en utilisant le pouvoir déclaratoire inscrit à cette époque dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique pour assumer la compétence dans ce domaine.

Si le gouvernement se retire de l'industrie nucléaire et n'acquiert plus d'expérience dans ce domaine, pourra-t-il obtenir aussi facilement les renseignements nécessaires pour améliorer les règlements en matière de sécurité et pour en assurer l'application? Au lieu de se sentir responsables envers le peuple canadien en raison de leurs liens avec le gouvernement dans une société d'état, les travailleurs se considéreront peut-être comme responsables envers la société et se croiront tenus de garder pour eux des renseignements qu'il vaudrait mieux divulguer.

Quand on songe au comportement de certaines sociétés américaines dans l'industrie nucléaire, on comprend qu'une telle attitude pourrait se répandre facilement ici et que le Canada risque d'en souffrir.

Si le gouvernement se retire de l'industrie nucléaire par cette privatisation, nous pourrions faire face à des coûts sociaux énormes. Comme le gouvernement assume certaines responsabilités essentielles dans cette transaction, il sera seul responsable de la qualité de l'environnement et l'entreprise n'aura rien à payer. Ce serait un très mauvais exemple à donner à l'industrie canadienne et aux Canadiens parce que beaucoup d'industries ont fait des bénéfices et versé des dividendes à leurs actionnaires en faisant payer à la société le coût réel de leurs activités et surtout leur coût écologique. Cela a débuté avec la révolution industrielle quand on a commencé à déverser des produits chimiques dans les égouts et dans les cours d'eau.

Nous connaissons depuis quelques années le coût réel de certaines activités, c'est pourquoi nous devons redoubler de vigilance pour faire payer à l'industrie minière ou secondaire le coût complet de leurs activités et pour les empêcher d'imposer à la société un fardeau souvent écrasant.

M. Benjamin: Monsieur le Président, je remercie mes collègues qui ont parlé aujourd'hui et qui ont apporté des faits nouveaux dans le débat. Je tiens à dire à l'intention de mon collègue de Calgary-Ouest (M. Hawkes) que d'après ses remarques on déduirait que les sociétés d'État vont être gérées par les députés fédéraux ou provinciaux selon le cas. Je n'en connais aucun qui ait géré une société d'État où que ce soit au Canada. Chaque fois, que la société relève du fédéral ou de la province, on a engagé d'éminents experts comme gestionnaires. Je me demande si le député de Calgary-Ouest essaye d'insinuer que Petro-Canada est mal gérée.

● (1220)

M. Hawkes: Oui.

M. Benjamin: C'est la société pétrolière la plus prospère de toute l'Amérique du Nord.

M. Hawkes: Foutaise!

M. Althouse: Que font alors les actionnaires?

M. Benjamin: Si elle est mal gérée alors c'est la faute du député de Calgary-Ouest et de ses collègues.

Même si les députés fédéraux et provinciaux gèraient effectivement les sociétés d'État, j'ai essayé d'imaginer ce que pourrait bien gérer le député de Calgary-Ouest. J'ai décidé que cela ne pourrait être rien de plus qu'un poulailler.

C'est le gouvernement conservateur qui a parlé d'user pour diriger le pays des mêmes pratiques sensées qu'en affaires. On est arrivé au point où nous les socialistes nous devons maintenant donner aux conservateurs des leçons dans ce domaine. J'ai toujours cru comprendre, et je vais demander à mon collègue son avis à ce sujet, que dans le secteur privé où règnent des pratiques sensées en affaire, lorsqu'on achète une affaire on assume non seulement son actif mais aussi son passif.

Que pense mon collègue de cette proposition gouvernementale ridicule, irréfléchie et stupide selon laquelle les contribuables du Canada assumeront les centaines de millions de dollars de dette et les propriétaires éventuels de cette nouvelle société qui va être privatisée n'auront rien à payer et n'auront qu'à encaisser les bénéfices? Mon collègue voudrait-il donner son avis sur cette façon d'agir en affaires?